

CSW69 ÉVÈNEMENT PARALLELE FAIRE PROGRESSER LES DROITS DES FEMMES ET DES FILLES HAÏTIENNES : DOCUMENT FINAL

Commission de la condition de la femme 69^{ème} Période de sessions (Mars 2025, New York)

CONTEXTE DE L'ÉVÈNEMENT

Le 14 mars 2024, l'organisation féministe haïtienne NÈGÈS MAWON, le Collectif des femmes haïtiennes (HWC) et l'Institut pour la justice et la démocratie en Haïti (IJDH) ont co-organisé un événement parallèle de la société civile lors de la 69^{ème} période de sessions de la Commission de la condition de la femme (CSW). L'événement, intitulé [Faire progresser les droits des femmes et des filles haïtiennes : la transition d'Haïti et au-delà](#), a consisté en une discussion d'éminentes défenseuses des droits des femmes haïtiennes et la présidente du groupe de travail des Nations unies sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles (UN WGDWAG) sur les défis urgents auxquels sont confrontées les femmes et les filles en Haïti, les stratégies de mobilisation et le rôle des alliés internationaux dans le soutien d'un programme politique féministe. Une attention particulière a été accordée à la transition politique en Haïti et aux possibilités de faire progresser le droit des femmes, notamment à la manière dont les idées de la société civile – illustrées par le [Cadre politique pour une transition efficace et équitable](#) en Haïti et les principes de l'Agenda pour les femmes, la paix et la sécurité (FPS) qu'il intègre – peuvent contribuer à façonner un avenir juste et pacifique pour Haïti, en particulier pour les femmes et les filles du pays. Le panel a volontairement limité sa discussion sur la crise haïtienne elle-même afin de "se concentrer sur la façon de permettre la transformation des politiques et des pratiques tout en examinant comment réduire la violence et la discrimination à l'égard des femmes et des filles haïtiennes".

COMPOSITION DU PANEL : Carine Jocelyn, fondatrice de HWC (modératrice) ; Souzen Joseph, directrice exécutive de 100% FANM ; Laura Nyirinkindi, présidente de UN WGDWAG ; Pascale Solages, coordonnatrice générale de NÈGÈS MAWON ; Nathalie Vilgrain, coordonnatrice générale de l'ORGANISATION FÉMINISTE MARIJÀN

ENREGISTREMENT DE L'ÉVÈNEMENT : [Anglais](#) (original) ; [Créole haïtien](#) | [Français](#) (interprétation)

FLYER DE L'ÉVÈNEMENT (avec les détails des participants) : [Anglais](#) | [Créole haïtien](#) | [Français](#)

RESUME DES DISCUSSIONS ET DES RECOMMANDATIONS

En réfléchissant à la crise haïtienne et plus spécifiquement aux stratégies de mobilisation pour un avenir pacifique et équitable, le panel a partagé les principaux points ci-dessous, issus de leur expérience et de leur expertise

- **Les femmes et les filles sont particulièrement touchées par la crise dévastatrice en Haïti.** Haïti reste plongé dans une crise complexe et prolongée, caractérisée par des problèmes aigus de gouvernance, d'insécurité et de dimension humanitaire. Les femmes et les filles sont particulièrement touchées, à la fois parce qu'elles sont la cible de violences sexuelles brutales et généralisées, utilisées comme outil de conflit, et parce que la discrimination et l'inégalité de longue

date les rendent particulièrement vulnérables à d'autres dimensions de la crise, telles que le déplacement et les obstacles disproportionnés à l'obtention de nourriture et de moyens de subsistance. Pour plus d'informations sur la crise en Haïti, voir les [mises à jour de l'IJDH sur les droits humains et l'État de droit en Haïti](#) et les compilations régulières de nouvelles de [Haiti Report](#).

- **L'échec du gouvernement haïtien à protéger et accompagner les femmes et les filles d'Haïti.** Les membres haïtiens du panel – toutes dirigeantes d'organisations travaillant à soutenir les femmes et les filles en Haïti – ont fait remarquer que le gouvernement haïtien manquait à ses obligations envers les femmes et les filles. "Il incombe au gouvernement haïtien de s'occuper du peuple haïtien et, d'une manière ou d'une autre, cette responsabilité s'est perdue dans les conversations. Le gouvernement ne fournit pas de services essentiels, ne met pas en œuvre de politiques qui protègent ou font progresser les droits des femmes, et n'agit pas comme un partenaire crédible pour les organisations de la société civile qui risquent leur vie pour combler les lacunes qui en résultent. Par exemple, la société civile haïtienne a élaboré et défendu le Plan national de lutte contre la violence à l'égard des femmes 2017-2027, mais si le gouvernement a adopté le Plan, il n'a rien fait pour mettre en œuvre les politiques indispensables. Les panélistes ont dénoncé les événements performatifs du gouvernement, qui laissent souvent les leaders féministes en dehors de la salle, en l'absence d'action tangible. "Oui, nous avons besoin de plus de politiques, de plus de textes, de plus de lois, de plus de conversations avec la communauté internationale, mais nous avons besoin de plus d'institutions qui fassent leur travail, nous avons besoin d'institutions, d'institutions d'État qui fassent leur travail dans le pays.
- **L'exclusion continue des femmes haïtiennes des espaces publics et du leadership.** Le gouvernement de transition d'Haïti, en dépit de ses obligations juridiques nationales et internationales de garantir l'égalité de traitement des femmes et de leur réserver au moins 30 % des rôles publics, n'a accordé que peu d'attention aux besoins spécifiques des femmes et n'a pas respecté à plusieurs reprises les exigences en matière de représentation équitable. Par exemple, il n'y a qu'une seule femme au Conseil présidentiel de transition, et elle n'a pas le droit de vote. Haïti a une longue histoire de discrimination à l'égard des femmes, en particulier en ce qui concerne les rôles publics et le leadership. Peu de femmes occupent des fonctions publiques et la violence politique a été dirigée contre les femmes qui cherchaient à se présenter ou à voter lors des élections, exacerbant ainsi l'inégalité. Une transition efficace et équitable nécessite donc une planification ciblée pour prévenir et traiter la violence politique liée au genre – et offre ainsi l'opportunité de corriger une inégalité structurelle de longue date, mais les défenseuses des droits des femmes ne voient que peu de preuves de ces efforts nécessaires.
- **Les échecs de l'engagement international en faveur de l'autonomisation des femmes et des filles haïtiennes.** Les panélistes ont observé que la réponse internationale aux besoins des femmes et des filles haïtiennes a été inadéquate, en particulier en ce qui concerne l'autonomisation politique, et ont décrit des modèles d'engagement qui peuvent nuire à la mobilisation de la société civile et qui parfois "créent une crise ou maintiennent [Haïti] dans la crise". Les panélistes ont noté que la plupart des financements allaient à l'État ou à de grandes organisations sans impliquer les groupes de base ni leur offrir de transparence, même si c'est souvent leur travail et la collecte de données

qui sont au cœur de la programmation. Ils ont également souligné la nécessité de déracialiser les réponses étrangères à Haïti, en les contrastant avec le soutien plus solide apporté à l'Ukraine, par exemple. Le président du GTDAWG de l'ONU a reconnu que "la communauté internationale n'en a pas fait assez et que l'attention a été détournée vers d'autres conflits dans d'autres régions du monde", notant en outre que les acteurs internationaux n'ont pas dénoncé l'absence de femmes dans le gouvernement transitoire d'Haïti et ne respectent pas les principes de l'agenda WPS en ce qui concerne la promotion d'un avenir juste et démocratique pour Haïti.

- **Les organisations de la société civile haïtienne comblent les lacunes en matière de services et de planification des politiques, entravées par des problèmes non résolus.** La société civile haïtienne a été chargée de faire le travail de son gouvernement, en fournissant des services ainsi qu'en planifiant des politiques, en établissant des ordres du jour et en se mobilisant autour de questions cruciales, comme l'illustrent le plaidoyer autour du [Cadre politique pour une transition efficace et équitable](#) et le Plan national de lutte contre la violence à l'égard des femmes 2017-2027 . Elles le font même si les organisations de la société civile haïtienne – en particulier les plus petites qui travaillent au niveau local – sont confrontées à d'énormes défis et obstacles dans leur travail, en particulier à d'énormes dangers physiques et à des préjudices liés à la crise tels que le déplacement et le manque de produits de première nécessité, ainsi qu'à des ressources organisationnelles limitées et en diminution. Les membres haïtiens du panel ont exprimé leur profonde frustration quant au fait que, bien que le gouvernement haïtien et ses partenaires internationaux détiennent le pouvoir et les ressources relatives, ils ne respectent pas leurs engagements légaux et déclarés envers les femmes et les filles d'Haïti, et que c'est la société civile haïtienne qui doit faire pression sur eux pour qu'ils le fassent. Le panel a également observé une tendance à s'attribuer le mérite du travail de la société civile, alors même que les organisations locales sont exclues des consultations et des prises de décision – ou voient leurs contributions laborieuses ignorées.
- **La société civile haïtienne a une vision d'une transition efficace et équitable et d'un avenir meilleur pour les femmes et les filles d'Haïti.** Le panel a exprimé sa confiance dans le fait que le travail de reconstruction d'Haïti et d'autonomisation des femmes et des filles haïtiennes peut être accompli. L'histoire d'Haïti, qui s'est libérée de l'esclavage, et les réalisations de son mouvement féministe sont la preuve de ce qu'il est possible de faire avec de meilleures pratiques, de meilleures politiques et quelques ressources. Plus précisément, elles ont parlé de la nécessité de centrer le leadership des femmes et les priorités féministes dans la transition d'Haïti. L'incapacité du gouvernement de transition haïtien et de ses partenaires internationaux à prendre au sérieux ces impératifs – incarnés dans l'agenda WPS adopté au niveau mondial – entrave la résolution de la crise. Il a été noté que le [cadre politique pour une transition efficace et équitable](#) peut aider à adopter de meilleures politiques, mais il est ignoré. S'appuyant sur son expertise mondiale et son mandat, la présidente du GTDAWG a en outre affirmé que le fait que les femmes soient extrêmement sous-représentées dans le gouvernement de transition d'Haïti "compromet considérablement les chances de parvenir à une paix durable". Elle a également noté que la transition représente une opportunité de faire progresser les droits des femmes, mais qu'elle risque de régresser en l'absence d'adhésion aux principes de la PMA.

Les panélistes ont identifié une série de recommandations dans leur discussion, résumées ci-dessous. La présidente du groupe de travail de l'ONU sur les femmes et les filles s'est en outre engagée à continuer de suivre la situation des femmes et des filles en Haïti et à continuer d'amplifier ces recommandations et d'autres priorités des dirigeantes féministes haïtiennes.

"Il est de la responsabilité du gouvernement haïtien de prendre soin du peuple haïtien et, d'une certaine manière, cela a été perdu dans les conversations.... Il en va de même pour les grandes organisations internationales qui entrent dans le pays et veulent y travailler : il leur incombe de trouver la meilleure façon de le faire avec la société civile"

1. Pour réussir, la transition en Haïti doit à la fois **mettre l'accent sur le leadership des femmes et sur les priorités féministes**. Le panel a souligné en particulier que la présence des femmes est insuffisante et que **le leadership autonome des femmes et un programme féministe doivent être facilités dans l'ensemble des activités politiques et privées**, y compris dans toutes les institutions de l'État et le discours public – et se refléter dans le financement. Le [cadre politique pour une transition efficace et équitable](#) est un bon point de départ pour mettre en œuvre les changements politiques et programmatiques nécessaires.
2. **Le gouvernement transitoire d'Haïti et ses partenaires doivent créer les conditions permettant aux femmes de participer à tous les niveaux du processus électoral en tant que candidates et électrices**, notamment en ce qui concerne leur capacité à faire campagne en toute sécurité et à accéder de manière égale au financement et à d'autres apports matériels. Il est conseillé de mettre en place un système d'alerte précoce sensible à la dimension de genre pour suivre des facteurs tels que l'évolution du nombre de postes occupés par des femmes, la fréquence des discours haineux sexistes, l'incidence de la violence politique sexiste et d'autres indicateurs de l'inclusion des femmes ou des obstacles à leur participation à la vie publique.
3. **Les droits des victimes de violences sexuelles et d'autres formes de violence sur le genre doivent être mis en œuvre de toute urgence**, notamment par (i) **le renforcement de la justice et du droit et l'application de ce droit** en termes de conséquences pour les auteurs ; (ii) des **réparations** ; (iii) des **soins médicaux tenant compte du genre**, y compris des soins sexuels et reproductifs ; et (iv) un **soutien psychosocial**.
4. Le gouvernement haïtien et ses partenaires internationaux doivent respecter leurs obligations légales et leurs engagements envers les femmes et les filles d'Haïti en **donnant la priorité à leurs besoins et à leur agenda dans leurs politiques, leurs programmes et leurs budgets**.
5. **Les organisations locales doivent participer aux décisions relatives à la conception et au financement des programmes**. Le gouvernement haïtien et ses partenaires internationaux doivent donner la priorité au leadership local, prendre en compte les perspectives et les recommandations locales et s'attaquer aux causes profondes. "Nous avons besoin [] d'un engagement international constructif pour soutenir [le] mouvement féministe en Haïti en donnant la priorité au leadership local, au financement durable et à un partenariat responsable". "L'autonomisation des mouvements

féministes locaux est vraiment essentielle pour reconstruire la paix et faciliter la transition politique d'une manière décolonisée et déracialisée."

6. **Les bailleurs de fonds devraient investir de manière plus ciblée dans les voix des femmes de la base et les activistes féministes.** La présidente du groupe de travail de l'ONU sur les femmes et l'égalité des sexes a spécifiquement insisté sur le fait que "les bailleurs de fonds internationaux devraient redoubler d'efforts pour combler les lacunes et soutenir la durabilité et la croissance d'un mouvement autonome de défense des droits des femmes en Haïti, [ce qui inclut...] le financement d'organisations féminines locales, l'invitation de dirigeantes haïtiennes à participer à des dialogues de haut niveau et la promotion du développement de fonds indépendants pour les femmes". Un écueil à éviter est la création d'obstacles au financement des groupes de base par l'application de normes déraisonnables.
7. **Les bailleurs de fonds programmatiques devraient aller au-delà des partenariats bilatéraux** de mise en œuvre et envisager de travailler avec des organisations dans le cadre d'un réseau ou par l'intermédiaire de fonds collectifs ou de modèles de fiducie afin de permettre une conception et une mise en œuvre plus collaboratives et complémentaires avec une portée géographique plus large.
8. De manière plus générale, les panélistes ont appelé à **une plus grande solidarité inter-organisationnelle, en particulier de la part des organisations non-haïtiennes.**